

AOUT-SEPTEMBRE
2025

LES GRANDS DOSSIERS

N° 87

DIPLOMATIE

AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES



GÉOPOLITIQUE DE LA DÉSINFORMATION



GÉOÉCONOMIE
Vers une nouvelle guerre
des monnaies ?

BEL : 12 € , CDN : 17,99 \$, CH : 20,50 CHF , D : 12 € , DOM : 11,50 € , ESP : 11,30 € , GR : 11,30 € ,
IT : 11,30 € , LUX : 12 € , MAR : 88 MAD , TOM : 1300 CFP , PORT , CONT : 11,30 €

Retrouvez-nous sur Areion24.news

L 17569 - 87 - F: 10,95 € - RD





Désinformation : soigner le mal à la racine par une réponse structurelle

Érigée au rang de principal risque à court terme par le *Global Risks Report 2025* du Forum économique mondial, la désinformation ne relève plus de la simple nuisance informationnelle : elle constitue désormais une vulnérabilité stratégique majeure pour les démocraties contemporaines. Comment soigner ce mal à la racine ?

Par **Grégoire Darcy**, doctorant en sciences cognitives à l'Institut Nicod (ENS-PSL, EHESS, CNRS) et enseignant en sciences cognitives appliquées aux champs informationnels à l'école militaire (EMSST, EDG-T) et **Antoine Marie**, chercheur en psychologie politique au CEVIPOF (Sciences Po).

Photo ci-dessus :

Longtemps marginalisée dans les priorités politiques européennes, l'éducation aux médias a été tardivement reconnue comme un enjeu central. En 2009, la Commission européenne la définissait comme la capacité à accéder, comprendre et analyser les contenus médiatiques avec esprit critique. En 2018, les États membres ont été légalement tenus de la promouvoir. Un an plus tard, le Conseil économique, social et environnemental français appelait à étendre cette éducation à l'ensemble de la population pour un renforcement général des compétences médiatiques. (© Shutterstock)

Les démocraties, par leur nature même de « sociétés ouvertes », s'exposent davantage aux incursions narratives ayant pour but de saper leur cohésion. Dans ce paysage mouvant, la France s'est dotée d'outils technologiques de pointe — détection des ingérences étrangères pilotée par VIGINUM, démantèlement de réseaux automatisés, et, vraisemblablement sous peu, des campagnes d'« inoculation cognitive ».

Pourtant, l'approche technique, héritée d'une culture cyber et d'une tradition de gestion de crise, peine à se traduire en stratégie globale, durable, capable de traiter les causes sociales, affectives et cognitives qui rendent les esprits perméables aux récits fallacieux. Le contraste est net : à une grande technicité dans la surveillance de l'amont — détection des contenus, cartographie des émetteurs, traçage des canaux — répond une forme d'aveuglement sur l'aval, c'est-à-dire sur les effets profonds de

ces récits sur les esprits, les comportements, les dynamiques du débat public : une fois exposés à la désinformation, quels sont les mécanismes cognitifs, émotionnels et sociaux qui favorisent l'adhésion aux récits fallacieux ? Et dans quelles conditions ces croyances se transforment-elles — ou non — en modifications concrètes de comportement : bulletin glissé dans l'urne, adhésion militante, ou basculement dans le soutien à l'un des camps d'un conflit géopolitique ?

Comme le souligne un récent rapport de l'Institut Nicod, laboratoire français de sciences cognitives, la désinformation ne résulte pas seulement des stratégies d'influence d'acteurs étrangers ni des dynamiques propres aux réseaux sociaux ou aux algorithmes. Elle s'ancre dans un ensemble de vulnérabilités profondes, qui se recoupent partiellement et peuvent se renforcer mutuellement : dispositions psychologiques et cognitives des individus exposés, fragilité de l'écosystème information-

nel, mais aussi environnement politique, social et économique — un terrain où ces récits trouvent, parfois durablement, leurs racines.

Les logiques individuelles de l'adhésion à la désinformation

L'adhésion à la désinformation repose en partie sur des vulnérabilités individuelles. Certains facteurs sociodémographiques — faible niveau d'instruction, précarité, isolement social — agissent comme modulateurs. Certaines caractéristiques psychologiques, telles que le dogmatisme, le besoin d'unicité ou des traits de la triade sombre (1), augmentent la propension à adhérer et à diffuser des récits trompeurs. À cela s'ajoutent des fragilités cognitives, notamment une faible capacité de raisonnement réflexif, une réceptivité accrue aux discours creux, ou une préférence pour l'intuition sur l'analyse. Enfin, les logiques identitaires — polarisation sociale, défiance envers les institutions — orientent la réception de l'information selon des critères émotionnels ou communautaires, souvent au détriment de l'évaluation factuelle.

Trop souvent, cette sensibilité à la désinformation est interprétée à tort comme un simple déficit de rationalité. Or, la diffusion de fausses informations répond souvent à des motivations sociales ou identitaires — besoins de cohésion, de distinction ou de confrontation entre des groupes — qui rendent ces récits fonctionnels dans certains contextes. Corriger les faits ne suffit donc pas : encore faut-il comprendre les raisons pour lesquelles ces narratifs sont mobilisés, partagés, parfois sans même y croire. À titre d'illustration, de nombreuses études scientifiques montrent que la diffusion de *fake news* s'inscrit fréquemment dans des logiques de psychologie partisane ou tribale (« eux » vs. « nous »), particulièrement activées en contexte de conflit politique. Disséminer des contenus dénigrant des élites perçues comme corrompues ou leurs électeurs — par exemple, des *fake news* anti-Biden partagées par des Républicains MAGA — ou exagérant certaines menaces sociales (immigration, insécurité) peut constituer un instrument de mobilisation politique, en orientant l'attention vers des menaces perçues. Partager des rumeurs diabolisant l'adversaire sert aussi à signaler son appartenance à un camp politique — notamment dans les environnements polarisés — en affichant symbolique-

ment qui l'on rejette. Dans certains cas, cette diffusion peut viser à projeter une image de dominance, utile pour s'imposer comme figure de leadership conflictuel. Ces dynamiques rendent la désinformation particulièrement prégnante en contexte de polarisation partisane.

La désinformation prospère sur un écosystème médiatique dégradé

Comprendre la désinformation suppose d'envisager l'ensemble de l'environnement médiatique dans lequel elle circule. En France, la situation est particulièrement préoccupante : selon le *Digital News Report 2025* du Reuters Institute, seuls 29 % des citoyens déclarent faire confiance aux médias, contre 45 % en Allemagne et 67 % en Finlande. Cette défiance, parmi les plus élevées d'Europe, reflète un double affaiblissement : celui de l'écosystème numérique, dominé par des plateformes dont les algorithmes privilégient l'engagement émotionnel au détriment de la qualité épistémique ; et celui des médias traditionnels, confrontés à une concentration capitaliste, à une crise économique durable et à la fragmentation des audiences.

Dans l'univers numérique, la viralité repose sur l'émotion, la simplicité narrative et la polarisation — bien plus que sur la véracité. Cette logique favorise la propagation de contenus ambigus ou trompeurs, et contribue à une sursollicitation croissante de l'attention. Face à cela, l'enjeu est de réduire l'opacité algorithmique et de restituer aux utilisateurs un véritable contrôle sur leurs flux d'information : transparence des critères de recommandation, affichage par défaut non filtré, personnalisation claire et réversible. Assainir l'espace numérique suppose également de renforcer la détection des agents de manipulation (bots, faux comptes, *deepfakes*) et de valoriser les sources fiables sur la base de critères éditoriaux objectifs. Ces mesures, bien qu'efficaces sur le plan structurel, nécessitent une régulation indépendante, un cadre juridique cohérent à l'échelle européenne et une volonté politique capable de surmonter les pressions économiques.

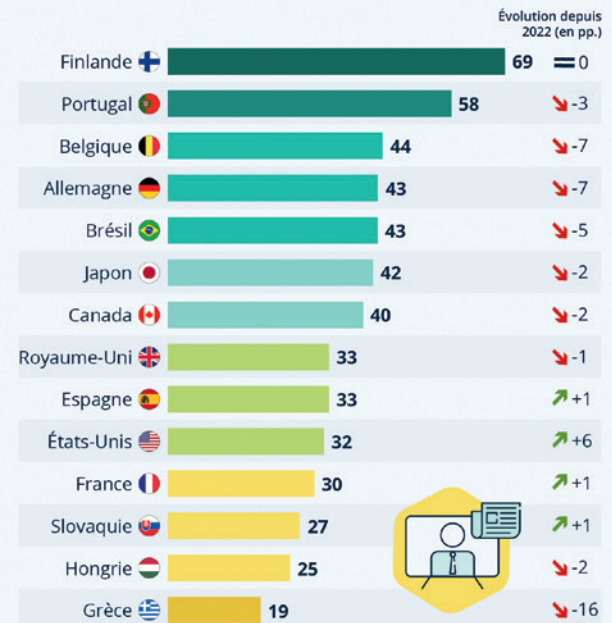
Parallèlement, les médias traditionnels peinent à maintenir leur rôle structurant. En France, seuls 36 % des citoyens font encore confiance à la presse écrite. La concentration excessive des groupes de presse, l'érosion des revenus publicitaires et la précarité des modèles économiques numériques affaiblissent leur capacité à

produire une information indépendante et rigoureuse.

Cela favorise le repli sur des contenus courts, émotionnels et rentables, au détriment des formats longs et des enquêtes de fond. Il devient donc crucial de garantir un financement pérenne des médias d'intérêt général, conditionné à des critères de pluralisme, de transparence et de qualité éditoriale. Le soutien au journalisme local, en déclin malgré une forte crédibilité, est également stratégique pour rétablir un lien de confiance ancré dans les territoires. Enfin, des réformes structurelles s'imposent : encadrement de la concentration, renforcement de la gouvernance rédactionnelle, et protection juridique contre les procédures-bâillons.

Où fait-on le plus et le moins confiance aux médias ?

Part des répondants jugeant que les "informations des médias sont fiables la plupart du temps" en 2023, en %



Base : 2 000 personnes interrogées en ligne par pays.
Source : Reuters Institute Digital News Report



statista

Facteurs sociaux, institutionnels et matériels

La prolifération de la désinformation ne relève pas uniquement d'un dysfonctionnement du système médiatique : elle est aussi le symptôme d'un déséquilibre social plus profond. Dans un environnement marqué par l'isolement, la défiance et l'insécurité économique, les

réécrits trompeurs trouvent un écho particulier, car ils répondent à des besoins de reconnaissance, de sens et d'appartenance. Fractures sociales, affaiblissement du lien institutionnel, précarité persistante : ces vulnérabilités structurelles façonnent un terrain propice à la diffusion de contenus désinformants. Comprendre ces déterminants environnementaux est indispensable pour élaborer une réponse à la hauteur des enjeux, fondée non sur la seule correction des contenus, mais sur la réparation des conditions qui en rendent l'adhésion possible.

Par exemple, la solitude sociale et psychologique fragilise les défenses cognitives, et renforce le besoin de récits simplificateurs face à un monde perçu comme chaotique. Là où les solidarités locales s'effritent — foyers monopersonnels, disparition des réseaux de proximité —, l'individu isolé trouve dans la désinformation un substitut relationnel,

entravées par un contexte politique et économique défavorable, constitue ainsi un facteur de vulnérabilité majeur face à la désinformation.

Enfin, l'adhésion aux théories du complot tend à être plus forte dans les pays marqués par une opacité de la vie publique, une corruption administrative élevée et des institutions faiblement démocratiques. Ce phénomène s'explique de manière relativement rationnelle : les théories du complot sont des théories sociales — dites « naïves » — qui accusent les élites de dissimuler des décisions hostiles à l'intérêt général.

et institutionnels dans lesquels elle circule : isolement, défiance ou homogamie idéologique en sont des catalyseurs décisifs. Quatrièmement, il convient de mieux distinguer les mécanismes impliqués dans la croyance, la diffusion et l'action : croire en une information, la partager, ou agir en conséquence relèvent de dynamiques différentes, que les simples indicateurs d'engagement (likes, partages, commentaires) ne permettent pas d'évaluer correctement.

Il est nécessaire de sortir d'une approche réactive, souvent centrée sur l'urgence — comme la neutralisation ponctuelle

“ La solitude sociale et psychologique fragilise les défenses cognitives, et renforce le besoin de récits simplificateurs face à un monde perçu comme chaotique. ”

Dans un environnement où les citoyens ont objectivement de bonnes raisons de soupçonner une dissimulation ou une manipulation, ces récits apparaissent plus crédibles, même si l'adhésion qu'ils suscitent peut, en pratique, excéder ce que justifieraient les faits disponibles. Réduire la vulnérabilité à la désinformation suppose ainsi d'agir sur ses racines sociales, économiques et institutionnelles. Cela implique, concrètement, de renforcer les politiques publiques dans les territoires fragilisés.

Sortir de l'urgence : pour une réponse curative, structurelle et durable

Pour être à la hauteur des enjeux, la lutte contre la désinformation nécessite ainsi une inflexion claire dans les diagnostics comme dans les modes d'action. Plusieurs pistes s'imposent : premièrement, reconnaître que la désinformation ne relève pas uniquement de la crédulité individuelle, mais de besoins sociaux et identitaires, auxquels il faut répondre par une action sur les causes structurelles. Deuxièmement, comprendre qu'elle n'est qu'une partie d'une crise informationnelle plus large, marquée par la fragmentation, l'ambiguïté et la dégradation générale de l'écosystème médiatique. Troisièmement, il importe de reconnaître que l'efficacité de la désinformation repose moins sur des biais cognitifs individuels que sur les contextes sociaux, économiques

d'ingérences étrangères — pour adopter une stratégie de long terme. Celle-ci devrait viser à renforcer la résilience cognitive à l'échelle populationnelle, consolider l'écosystème informationnel, et agir sur les causes profondes de la demande de désinformation. Cela suppose une coordination renforcée, une vision intersectorielle, et surtout une volonté politique soutenue. Or, comme en matière d'écologie, il est souvent plus facile pour les pouvoirs publics de mettre en avant des gestes individuels — trier ses déchets, ou ici, apprendre à « déjouer les fake news » — que de s'attaquer aux racines structurelles du problème. Cette stratégie, peu couteuse mais rentable politiquement, permet de montrer que l'on agit, même si son efficacité reste limitée. En revanche, une politique systémique implique parfois d'entrer en tension avec des acteurs économiques puissants, comme les grandes plateformes numériques, ou de réorienter profondément certaines priorités publiques. C'est ce tournant stratégique et ambitieux qu'il convient aujourd'hui d'assumer.

Grégoire Darcy et Antoine Marie

Note

(1) La triade sombre regroupe le narcissisme, le machiavélisme et la psychopathie. Les recherches montrent que les individus présentant des traits de narcissisme, de psychopathie ou de machiavélisme ont tendance à partager davantage de fausses informations, tandis que le narcissisme et la psychopathie sont également liés à une plus forte propension à y croire.



Photo ci-dessus :

Confiné à domicile. La quarantaine imposée en mesure de prévention face à l'épidémie de Covid-19 a pu renforcer l'isolement de certaines personnes. Au cours de cet épisode inédit, une vague massive de désinformation en ligne est survenue, avec, comme cible privilégiée des fake news, les vaccins anti-Covid. (© Shutterstock)

un récit qui restaure un sens d'appartenance. Ainsi, une étude longitudinale norvégienne menée sur plus de trente ans montre que la solitude en adolescence prédit fortement l'adhésion ultérieure à des théories complotistes. Elle s'est exacerbée pendant la pandémie de Covid-19, où l'isolement forcé a accru la vulnérabilité aux récits conspirationnistes, notamment chez les personnes prédisposées. De même, la perception d'un statut social frustré, c'est-à-dire l'impression que les aspirations légitimes sont